

Evolution probable des marchés de la zone du Pacifique

Autor(en): **Mast, Hans J.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **44 (1986)**

Heft 1: **Demain le Pacifique les chances de la Suisse**

PDF erstellt am: **22.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-139415>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Evolution probable des marchés de la zone du Pacifique

M. Hans J. Mast,
directeur principal et conseiller économique
du Crédit Suisse, Zurich

L'analyse qui suit est divisée en trois parties: la première est une brève *description de la zone du Pacifique* et des conditions qui expliquent ses récents succès: la deuxième traite de ses *possibilités de développement*, et la troisième est une tentative de donner un aperçu de la *présence et des chances de la Suisse* dans cette région du monde.

LES CARACTÉRISTIQUES DE LA ZONE

Les faits sont connus. Au cours des deux décennies écoulées, c'est la zone du Pacifique qui a enregistré les *taux de croissance économique les plus élevés du monde*. Son *produit national brut global* a atteint \$ 2000 milliards, soit à peu près autant que celui des Etats-Unis. Ces derniers temps, le Japon a remplacé l'Union soviétique au deuxième rang des puissances industrialisées. Les *flux du commerce et des investissements* passant par le Pacifique sont supérieurs depuis peu à ceux de l'Atlantique. Singapour, Hong-Kong et Tokyo sont devenus des centres financiers de rang international.

Mais les *ressources humaines et matérielles* de cette immense région ne sont encore de loin pas épuisées. Elle continue donc à *tabler sur l'expansion*. Une telle confiance en l'avenir exige quelques explications. Commençons par délimiter la zone en question (cf. tableau 1 ci-après). Selon notre définition, elle comprend l'Asie du Sud-Est, l'Extrême-Orient et les côtes d'Australie et de Nouvelle-Zélande, mais non pas les territoires d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud bordant également le Pacifique. Toutefois, même sans ces régions, la *zone ainsi délimitée est immense*. Elle couvre 21,3 millions de km² et compte 1500 millions d'habitants. Sa surface équivaut à *cinq fois* celle de l'Europe occidentale (cf. tableau 2); elle est même supérieure à celle de l'Amérique latine. Dans cette partie du globe vit presque *un tiers de la population mondiale* (cf. tableau 3), soit plus d'être humains que l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud n'en comptent ensemble.

Son récent *dynamisme économique* ressort des chiffres suivants (cf. tableau 4). De 10% en 1963, sa part au produit national brut mondial était montée à 18% en 1982. A la fin de la décennie en cours, elle aura probablement dépassé 20%, avec un PNB global de 2600 milliards de dollars. Plus de la moitié en revient au Japon qui, en conséquence, fournit de nombreux stimulants par l'intermédiaire du commerce interrégional et des investissements directs.

Tableau 1

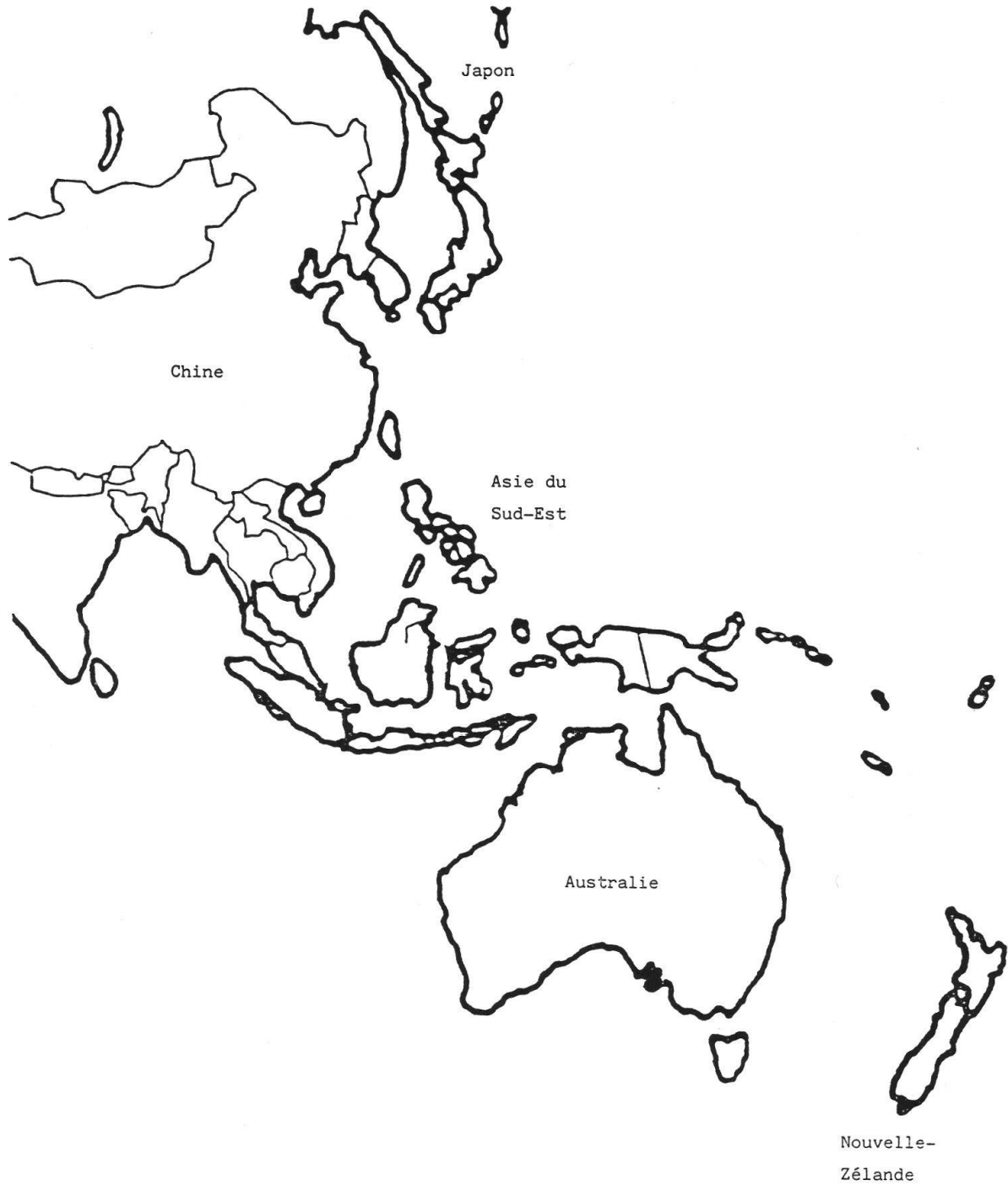


Tableau 2

ZONE EXTREME - ORIENTALE

SUPERFICIE EN MIO. DE KM2

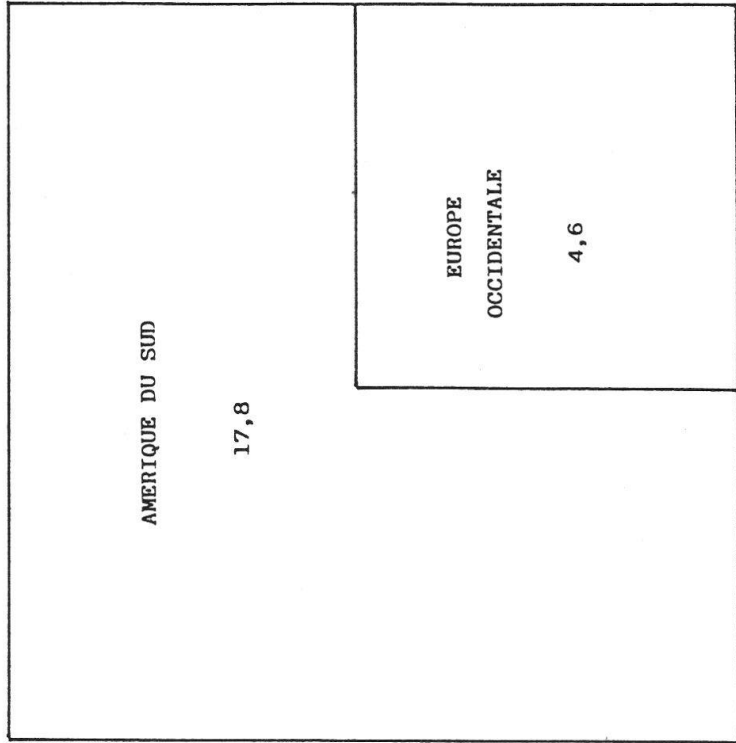
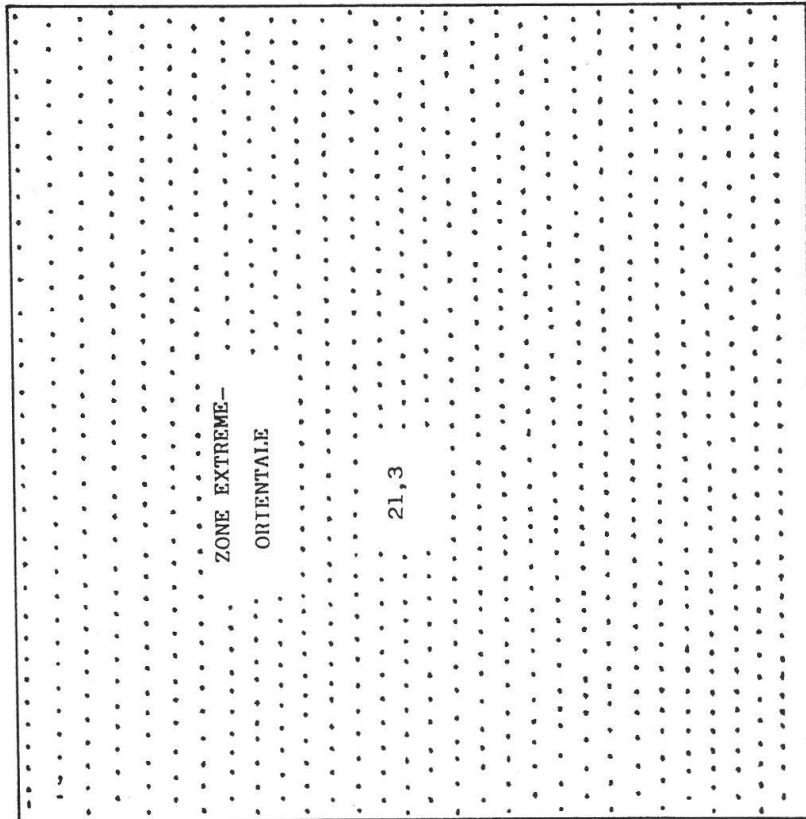
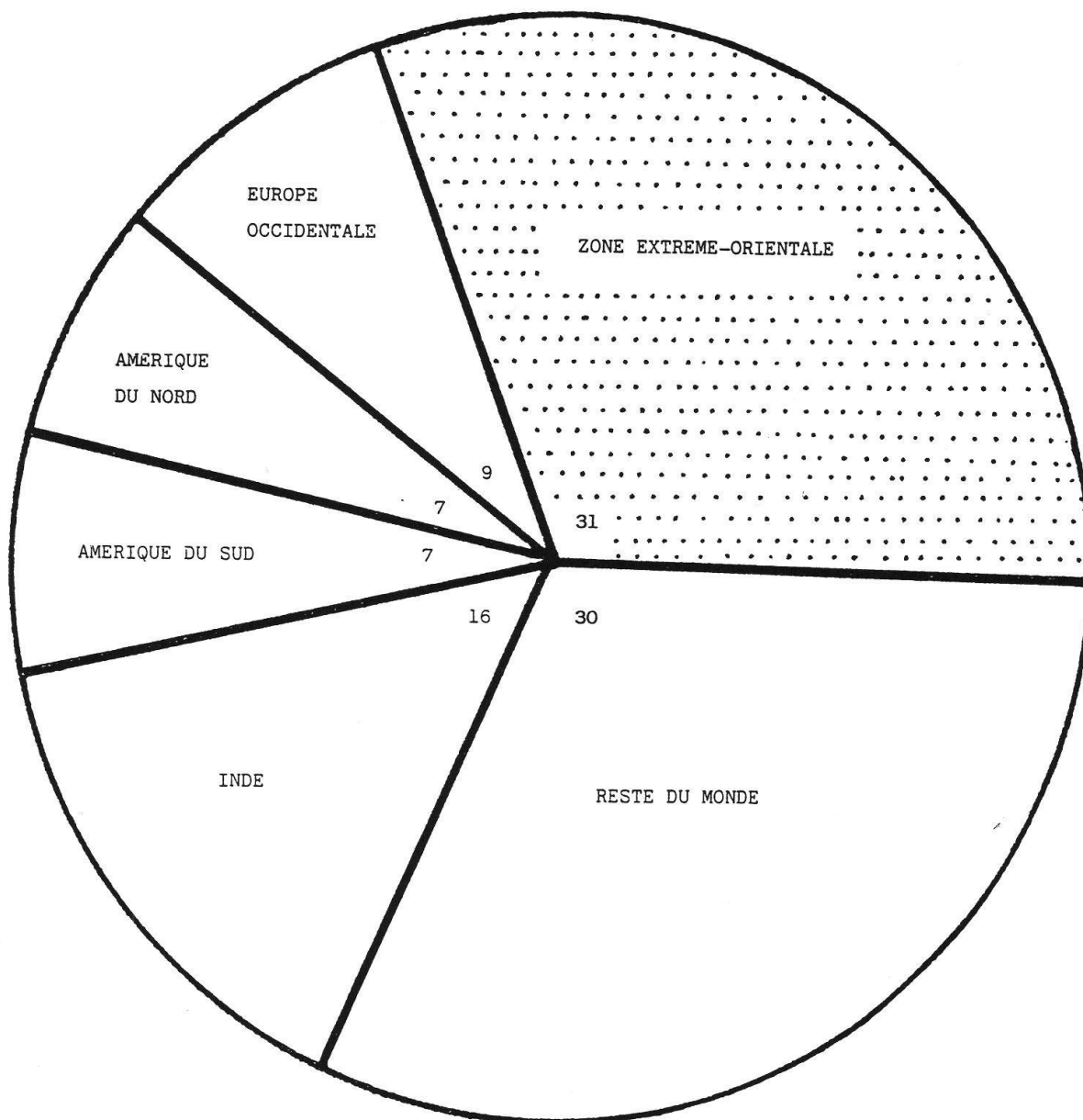


Tableau 3

POPULATION MONDIALE

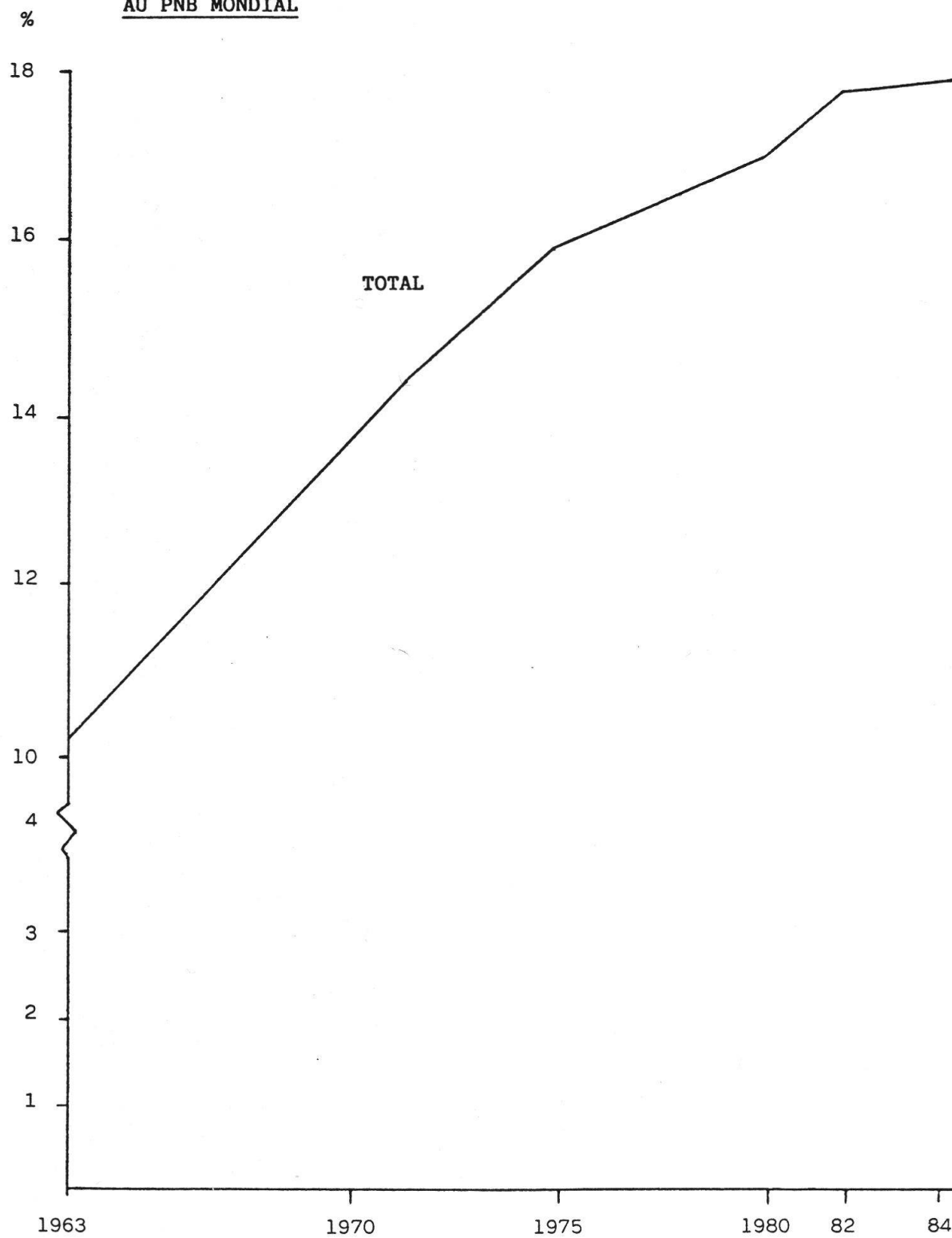
PARTS EN %



PART DE LA ZONE DU PACIFIQUE

Tableau 4

AU PNB MONDIAL



LE PACIFIQUE N'EST PAS UNE UNITÉ

Mais il ne faudrait pas déduire de cette manière globale de considérer la région qu'il s'agit aussi d'une unité du point de vue de la mentalité et de l'économie. Au contraire, entre les pays de la zone, les *différences culturelles, politiques et sociales* sont marquées, plus marquées même qu'en Europe, voire qu'en Amérique latine. Historiquement, elle est une des rares régions qui, depuis le XVII^e siècle, aient pu se soustraire, du moins partiellement, à l'impérialisme de l'Europe et de l'Amérique. A côté d'Etats devenus autonomes après la Seconde Guerre mondiale seulement, on trouve des nations qui ont, pour ainsi dire, toujours été indépendantes, tels la Thaïlande, le Japon ou la Chine. Il existe en outre de très grandes différences sous le rapport de la religion. Le bouddhisme, l'hindouisme, le confucianisme, le taoïsme, l'islam et le christianisme rivalisent ici — parfois de façon sanglante. A cela s'est ajoutée, dans notre siècle, cette religion moderne qu'est le communisme, avec toutes ses variantes. Nous y trouvons des Etats totalitaires, des dictatures personnalisées, des monarchies, des régions militaires, mais aussi des démocraties qui fonctionnent bien. Quelques heures d'avions seulement séparent des nations industrialisées à l'avant-garde du progrès technique et des sociétés à peine sortie de l'âge de la pierre.

Du point de vue économique, on peut répartir les nations de la zone du Pacifique *en quatre groupes* d'après leurs structures et leur degré de développement (cf. tableau 5). Dans le premier se trouvent deux *Etats industrialisés* : Le Japon et l'Australie. Un deuxième groupe comprend des *pays en voie d'industrialisation*, c'est-à-dire Taiwan, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande, ainsi que les villes-Etat de Singapour et de Hong-Kong, importants centres de finance et de services. Au troisième groupe appartiennent les *Etats de l'ASEAN* — sauf Singapour — à savoir la Malaisie, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande. Ces pays ont en commun la richesse de leurs ressources naturelles et l'importance toujours grande du secteur agricole. Enfin, la *Chine*, qui compte au nombre des pays en développement à bas revenus, est un cas particulier ; son évolution économique ne peut en aucune manière être comparée à celle des autres groupes.

Taux de croissance réel du PIB par pays
(Moyenne annuelle en %)

Tableau 5

	1970-79	1980-84		1970-79	1980-84
<i>Groupe I</i>			<i>Groupe III</i>		
Japon	5,0	3,7	Indonésie	7,6	4,7
Australie	3,0	3,1	Malaisie	7,8	6,5
			Philippines	6,3	-0,1
<i>Groupe II</i>			Thaïlande	7,2	5,6
Taiwan	8,0	6,8	<i>Groupe IV</i>		
Hong-Kong	9,3	6,2	Chine	5,8	7,7
Singapour	8,5	8,1			
Corée du Sud	9,5	7,4			
Nouvelle-Zélande	2,3	3,0			

Autre fait important: à l'opposé de ce qui se passe dans la plupart des pays en développement, le *produit national brut par habitant* s'est beaucoup accru dans tous ces Etats, malgré une forte croissance démographique (cf. tableau 6). A Taiwan, en Corée du Sud et à Singapour, il s'est multiplié par sept environ entre 1970 et 1983.

PNB/hab. par pays

Tableau 6

	\$ E.-U. 1984	Croissance moyenne 1960-80		\$ E.-U. 1984	Croissance moyenne 1960-80
<i>Groupe I</i>			<i>Groupe III</i>		
Japon	10 300	7,1	Indonésie	490	4,0
Australie	10 410	2,7	Malaisie	1 930	4,3
<i>Groupe II</i>			Philippines	540	2,8
Taiwan	2 600	6,6	Thaïlande	760	4,7
Hong-Kong	5 700	6,8	<i>Groupe IV</i>		
Singapour	7 040	7,5	Chine	280	—
Corée du Sud	1 910	7,0			
Nouvelle-Zélande	5 190	1,8			

LES FACTEURS DE CROISSANCE

Quels sont les facteurs qui sont à l'origine de cette rapide croissance économique? Malgré le caractère hétérogène de la zone du Pacifique, il y a des éléments communs. Le plus connu est sans doute *l'importance des exportations* (10% du commerce mondial en 1963 et 18% en 1982). Presque tous ces pays ont développé une industrie axée sur les marchés étrangers. Cela les a rendus plus souples que l'Amérique latine. A l'exception peut-être des Philippines, ils ont d'autant mieux fait face à la crise de l'endettement, sensible ici aussi.

Deuxièmement, presque tous les pays adhèrent aux *principes de l'économie de marché*. Certes, le management macro-économique y intervient également dans la vie des affaires, mais surtout pour la stimuler. Même les investissements étatiques sont, en général, effectués selon des *critères d'efficacité* et très peu pour des raisons de prestige; c'est pourquoi on n'a vu naître beaucoup d'«éléphants blancs». Cela a permis surtout aux pays de l'Est de l'Asie, dépendants des importations d'énergie, de surmonter relativement bien les deux chocs pétroliers et de maintenir généralement leur taux d'inflation à un niveau assez bas.

Le troisième point est une relative *stabilité politique*. A l'écart des foyers de crises mondiaux, la zone est épargnée depuis assez longtemps par les grands affrontements internationaux. Toutefois, il existe un potentiel conflictuel interne à ne pas sous-estimer, surtout aux Philippines, en Corée du Sud et en Indonésie.

LES POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT

Grâce à ces conditions fondamentales, les perspectives demeurent prometteuses dans l'ensemble. Cela vaut tant à court terme qu'à long terme. En 1986, le PNB global de la région devrait croître de 4,5% en termes réels, contre un taux mondial moyen de 4% à peine. Il est probable que quelques pays en voie d'industrialisation vont même enregistrer une expansion encore plus marquée que le Japon (cf. tableau 7), qui est le plus dynamique de tous les Etats industrialisés du monde. Dans le proche avenir par conséquent, la région restera pour notre pays un *partenaire commercial particulièrement intéressant*.

Il en ira de même à *plus long terme*. Un fait suffit à donner une idée des possibilités existantes, à savoir que, dans cette zone, seuls les pays industrialisés, ainsi que Hong-Kong et Singapour, réalisent un produit national par habitant plus élevé que l'Espagne. Outre la richesse en matières premières déjà citée, les ressources humaines constituent un deuxième avantage, surtout sous l'angle de la formation, relativement bonne, et de l'ardeur au travail. Mais à ces éléments positifs s'opposent quelques *faiblesses*. La première est une *pénurie aiguë de capitaux*. Deuxièmement, ces nations tributaires des exportations ont besoin du plus grand libéralisme possible dans les échanges internationaux pour pouvoir continuer à se développer. Troisièmement, ce dernier point est d'autant plus important que les Etats-Unis absorbent une grande part des exportations de la zone. Celle-ci pourrait donc à *la longue* pâtir gravement des *tendance protectionnistes américaines*, si celles-ci s'amplifiaient.

Mais si l'on fait abstraction de tels dangers et si l'on admet que la politique et l'économie internationales évolueront grosso modo de manière satisfaisante ces prochaines années, les *perspectives de la zone du Pacifique apparaissent bonnes aussi à terme*. Selon les estimations disponibles, le produit national brut global de ces pays devrait augmenter en moyenne de

Taux de croissance réel du PIB en %

Tableau 7

	Pronostic			Pronostic	
	1985	1986		1985	1986
<i>Groupe I</i>			<i>Groupe III</i>		
Japon	4,8	4,5	Indonésie	1,0	2,5
Australie	4,5	3,3	Malaisie	5,0	5,5
			Philippines	2,0	0
<i>Groupe II</i>			Thaïlande	4,5	4,0
Taiwan	4,5	5,0			
Hong-Kong	3,5	5,0	<i>Groupe IV</i>		
Singapour	2,0	0	Chine	8,0	7,0
Corée du Sud	4,5	5,0			
Nouvelle-Zélande	0,5	1,0			

5,5% par an jusqu'en 1995. Ce taux est certes inférieur à celui de la période 1965-1974 (cf. tableau 8), mais un peu plus élevé que celui de la décennie 1975-1984. Il dépasserait néanmoins de 2% le taux d'expansion auquel on s'attend pour l'économie mondiale dans son ensemble et de 2,5% celui des seuls Etats industrialisés.

L'évolution sera sans doute *très différente d'un pays à l'autre*. Les plus favorisés seront probablement les membres de l'ASEAN, la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande, grâce à l'abondance de leurs ressources naturelles et aux qualités intrinsèques de leurs populations. Il se peut qu'il en aille de même des Philippines, qui devraient se libérer progressivement du problème de l'endettement et, partant, de l'obligation de mener une politique économique restrictive, alors que le cinquième continent, y compris la Nouvelle-Zélande, se développera vraisemblablement à peu près au même rythme que les autres pays industrialisés.

LES DEUX GÉANTS: LE JAPON ET LA CHINE

Le Japon restera, pour le moment, le grand moteur économique de la zone, et la Chine, par contre, le grand sphinx. Voyons donc d'un peu plus près les perspectives de ces deux géants, en commençant par le *Japon*. Celui-ci promet de demeurer, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, *le plus dynamique des pays industrialisés* (cf. tableau 9). D'ici là, il ne devrait pas non plus y avoir de modification fondamentale en ce qui concerne les excédents de sa balance des revenus et la fermeté potentielle du yen, du moins par rapport au dollar américain.

Mais des *changements* semblent s'opérer derrière cette brillante façade. D'une part, la *dichotomie de la structure actuelle* de l'économie japonaise devrait peu à peu disparaître, c'est-à-dire le contraste entre les grandes firmes organisées à l'occidentale sur le plan du personnel et des salaires, et les petites entreprises qui sont souvent assez pauvres. D'autre part, *être une super-puissance économique sans armée* pose des problèmes. C'est ainsi, qu'avec le temps, le Japon ne pourra sans doute pas se dispenser de dépenser plus à des fins militaires et pour d'autres programmes destinés à assurer la paix. Il ne pourra pas éviter non plus d'améliorer son système social. Ce sont là deux tâches onéreuses et leur financement par le biais fiscal pourrait facilement *porter atteinte au dynamisme économique* du Japon. Celui-ci pourrait se ressentir aussi des *nouvelles tensions* auxquelles on s'attend dans les années nonante sur les marchés mondiaux du pétrole, ainsi que d'une *concurrence rendue plus vive* par la *revalorisation du yen* et par le renforcement du potentiel économique de certains autres pays en plein essor. Il est vrai que le Japon restera la *première puissance économique* d'Extrême-Orient. Mais il ne fera pas indéfiniment figure de miracle économique. On verra probablement apparaître d'autres pays prodiges.

En l'occurrence, les regards se tournent souvent vers la *Chine*. Depuis trois ans que sa politique économique a pris un tournant fondamental, le monde entier suit avec une très grande attention ce qui se passe dans le pays — tantôt avec de fervents espoirs, tantôt avec le plus profond scepticisme. Les événements qui s'y déroulent auront sans aucun doute une *portée historique*. Du point de vue économique, la nouvelle orientation est assurément prometteuse. Elle a déjà permis de substantiels progrès, surtout dans le *domaine agricole*. Dans d'autres secteurs, en particulier l'industrie, les adaptations demandent davantage de temps et sont plus difficiles, ce qui pourrait donner des arguments supplémentaires à l'opposition interne des communistes traditionalistes.

Tableau 8

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DE L'EXTREME-ORIENT

(croissance réelle moyenne p.a. en %)

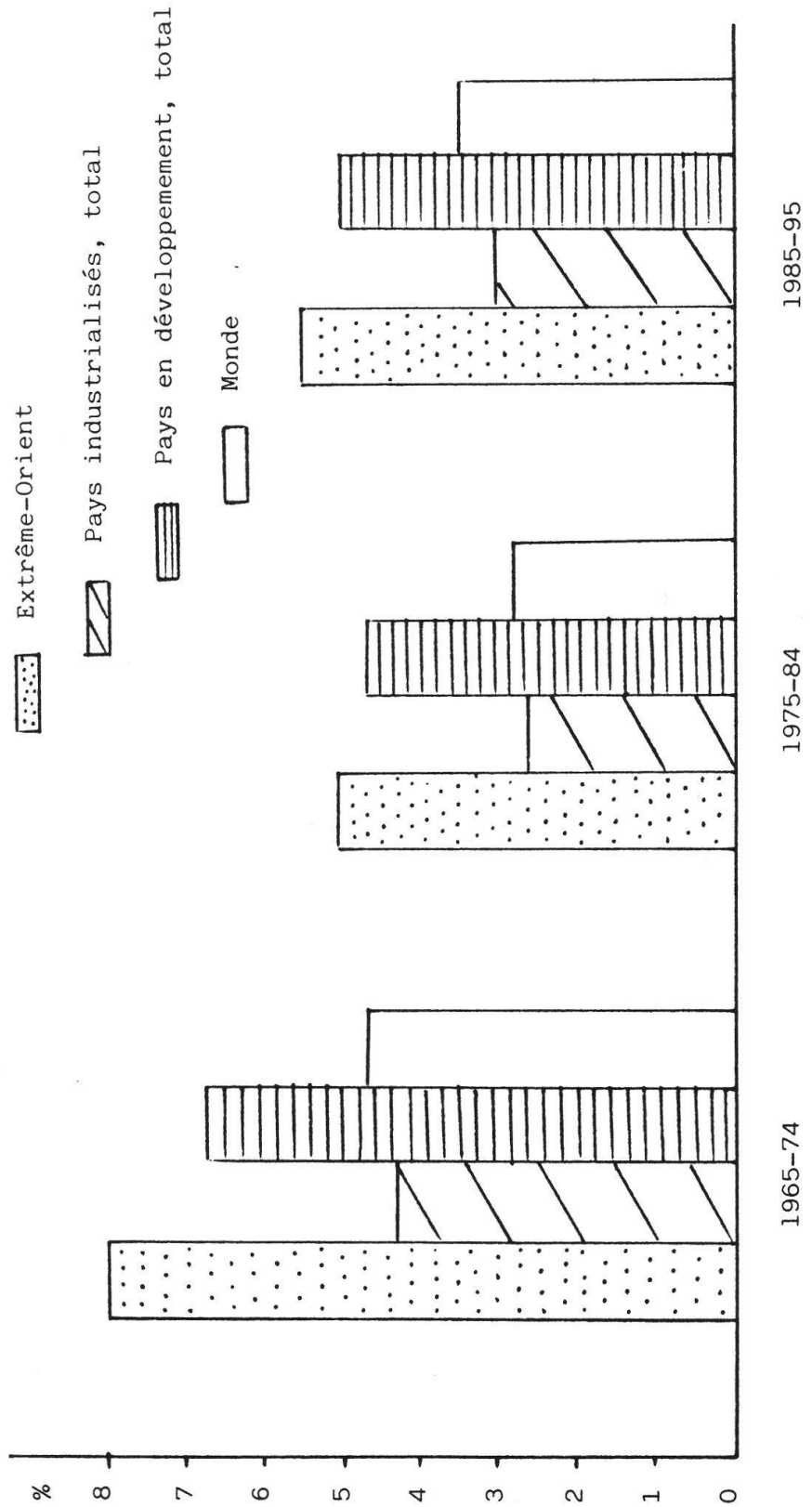
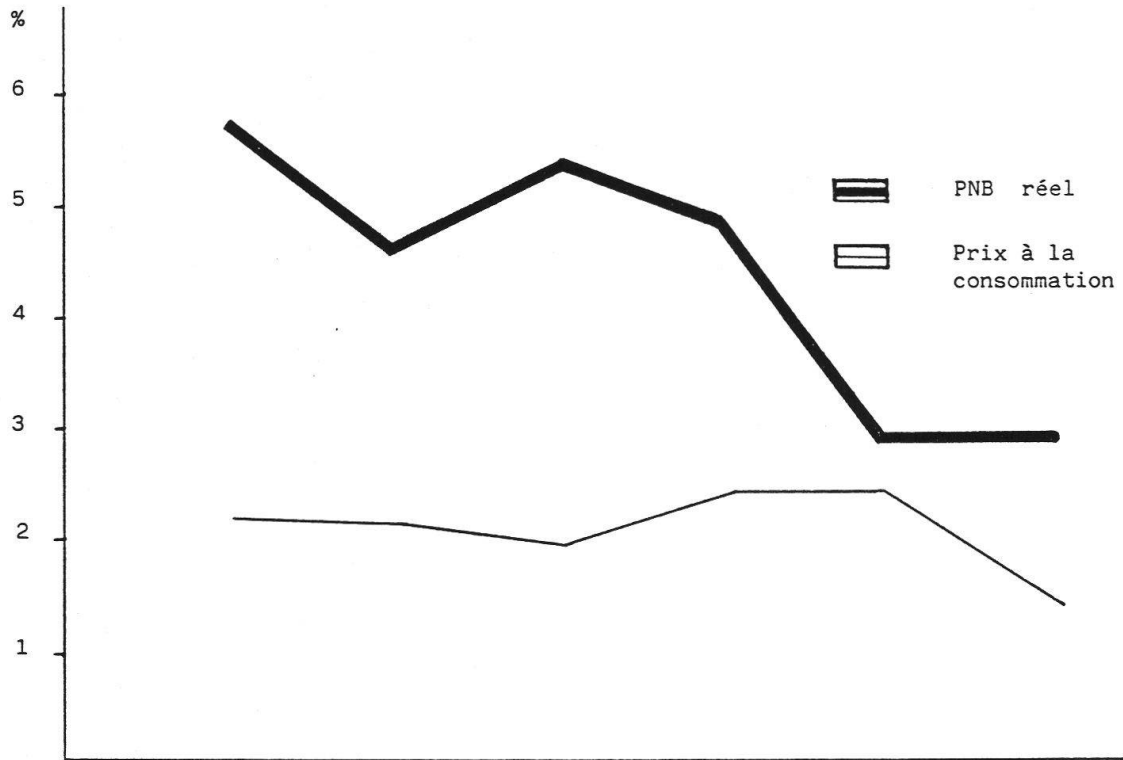
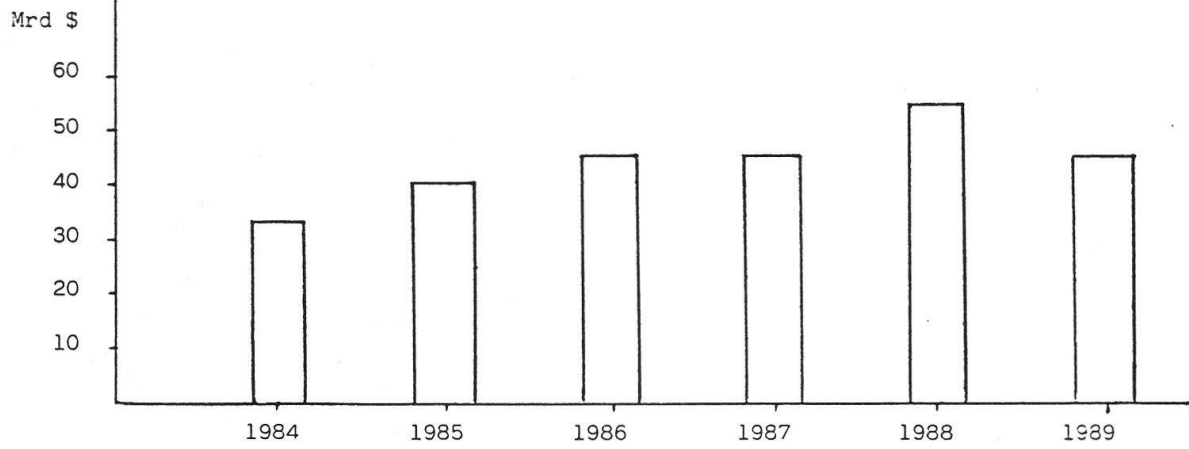


Tableau 9

PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE JAPONAISE



SOLDE DE LA BALANCE DES REVENUS



Mais même si l'on fait abstraction de ces complications et que l'on admette le maintien de l'option économique actuelle jusqu'à la fin du siècle, on ne devrait *pas surestimer la portée des objectifs réalisables*. Certes, les taux de croissance réels du produit national envisagés par les planificateurs, soit en moyenne 7% par an, sont considérables. Mais le point de départ est extrêmement bas. De fait, le *revenu national par habitant*, soit \$ 350, devrait passer à \$ 800 environ en l'an 2000. C'est très peu, tant en comparaison du niveau suisse actuel de \$ 15 000, que de celui de pays industrialisés d'Extrême-Orient, comme le Japon ou Taiwan. La Chine sera donc encore un pays pauvre même en l'an 2000, ce qui, notons-le, est heureux pour le reste du monde, car une augmentation plus rapide de la richesse du milliard de Chinois — un quart de la population du globe — créerait de graves problèmes en ce qui concerne les matières premières et la surcharge de l'environnement.

Le *commerce extérieur* va sans doute se développer plus lentement encore que le produit national. Selon des estimations chinoises, les importations de l'an 2000 atteindront à peu près \$ 60 milliards, ordre de grandeur qui correspond environ au double des exportations suisses actuelles. La Chine ne deviendra donc pas, dans ce laps de temps, une des grandes nations commerçantes du monde. Selon toute probabilité et contrairement aux autres pays de la zone du Pacifique, *l'économie de la Chine sera axée sur le marché intérieur*. Pour participer au développement du pays, les firmes occidentales auraient en principe avantage à tester les possibilités d'implantation qui s'offrent aujourd'hui au lieu de ne miser que sur les exportations.

LES CHANCES DE LA SUISSE

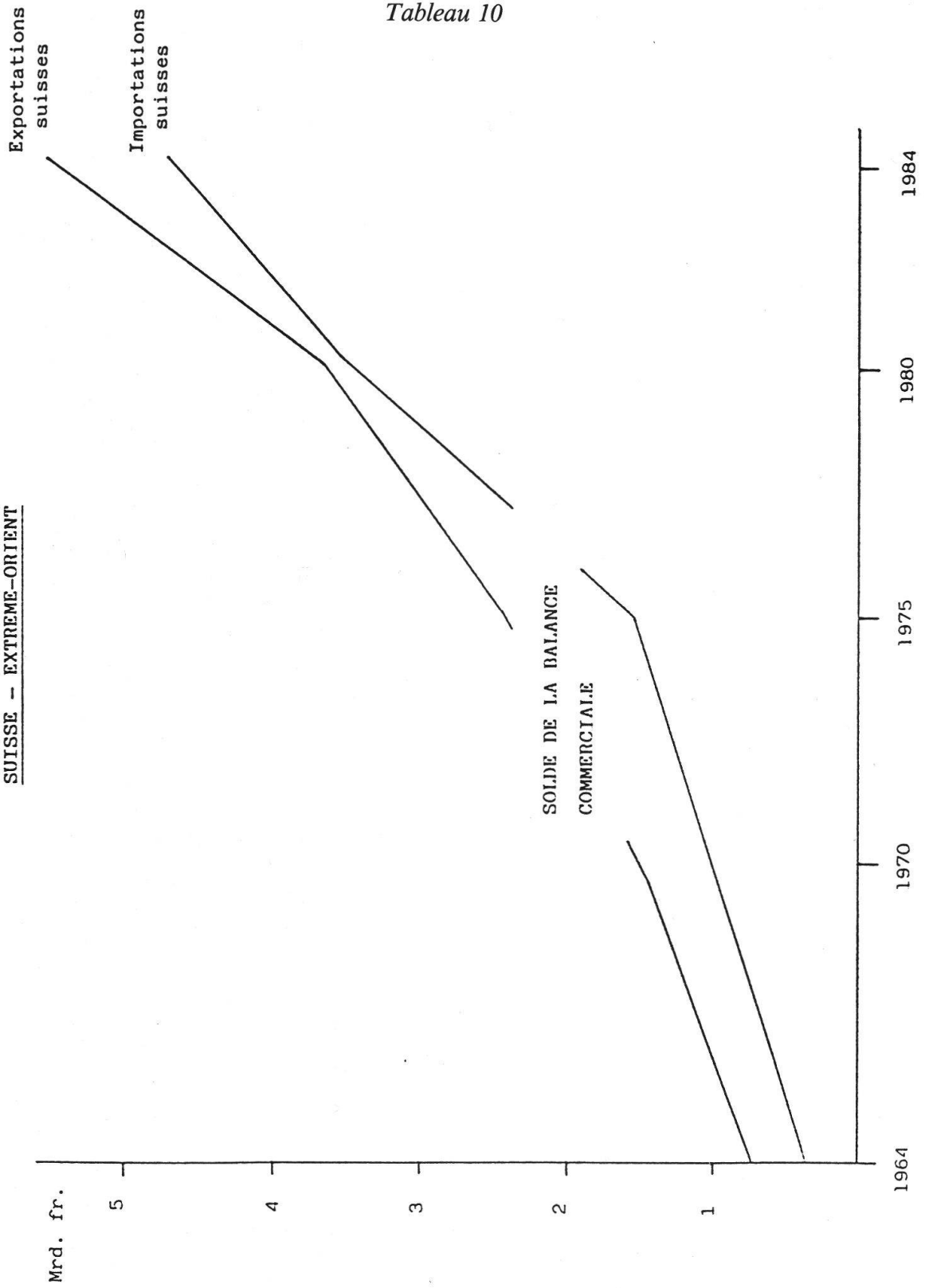
Dans cette fascinante zone du Pacifique, les *entreprises suisses opèrent avec succès*. Et il en était déjà ainsi dans le passé. Nous avons de nombreux témoignages d'une notable activité commerciale helvétique dans cette région dès le XVII^e et XVIII^e siècles. En ce temps-là, c'est l'Europe qui était la région en développement et elle devait payer en or une large partie de ses achats d'épices et de soie; au cours du XVIII^e siècle, qui a vu la révolution industrielle s'amorcer sur notre continent, ses produits manufacturés ont gagné en importance en tant que biens d'échange. Au début du XIX^e siècle déjà, *presque toutes les montres importées par la Chine provenaient de Suisse*, mais bien sûr pas les coucou, dont nombre de mauvaises contrefaçons étaient livrées à l'époque par d'autres sources. Notre *réputation de qualité et d'honnêteté* — deux caractéristiques de la tradition économique suisse — se répandait alors déjà en Extrême-Orient.

En outre, sur le plan politique, notre petit Etat sans ambitions coloniales était au-dessus de tout soupçon pour ces nations qui devaient à l'époque se défendre contre l'impérialisme européen, américain et russe. De grandes maisons de commerce suisses, telles que Keller & Co., Siber Hegner ou Volkart & Co., y ont déployé une vive activité depuis le milieu du siècle dernier. Ce n'est donc pas un hasard si, en 1863 déjà, c'est-à-dire quelques années seulement après l'ouverture forcée du Japon, une délégation de la Confédération arrivait à Nagasaki. Elle y négocia *l'un des plus anciens traités suisses d'amitié et d'établissement*; il entra en vigueur en 1864 et le reste aujourd'hui encore sous une forme un peu modifiée.

Aussi les *relations commerciales* de la Suisse avec cette zone ont-elles été étoffées, quand bien même elles ont fluctué en raison des aléas du temps. Au cours des deux dernières décennies, c'est-à-dire depuis 1964, nos importations ont augmenté de 13% en moyenne par an et nos exportations de 10% par an (cf. tableau 10).

Tableau 10

COMMERCE EXTERIEUR
SUISSE - EXTREME-ORIENT



En ce qui concerne l'évolution de *notre commerce avec les différents pays* de la région (cf. tableau 11), nos échanges se sont notablement intensifiés avec chacun d'eux, à l'exception des Philippines et de la Malaisie. Avec la Corée du Sud, Taiwan, l'Indonésie et Singapour, les taux de croissance ont été énormes. Mais, sur le plan quantitatif, ce qui frappe surtout, c'est la *rapide expansion du commerce helvético-japonais*. Alors qu'en 1960 la valeur des échanges réciproques de marchandises s'élevait à peine à 250 millions de francs, le chiffre était déjà de 4,6 milliards en 1984. Le Japon est ainsi devenu le *huitième en importance des partenaires commerciaux* de la Suisse. Il a rejeté dans l'ombre Hong-Kong, dont la position était autrefois prédominante, sans parler des relations avec la Chine qui se sont sensiblement développées ces derniers temps. Mais même si on ajoute à celles-ci les résultats du commerce avec Hong-Kong, l'*Empire du Milieu ne vient aujourd'hui qu'au onzième rang des partenaires commerciaux de la Suisse*. Selon les *catégories de marchandises*, les produits chimico-pharmaceutiques, les biens industriels et les montres occupent une position dominante (cf. tableau

Commerce extérieur de la Suisse avec la zone du Pacifique

Tableau 11

	Exportations suisses		Importations suisses	
	1984 en mio. de Fr.s.	Augmentation en % depuis 1964	1984 en mio. de Fr.s.	Augmentation en % depuis 1964
<i>Groupe I</i>				
Japon	1 998	787	2 631	1 279
Australie	542	251	97	144
<i>Groupe II</i>				
Taiwan	261	4 324	232	2 662
Hong-Kong	932	508	776	2 470
Singapour ¹	587	1 198	242	26 789
Corée du Sud	206	8 140	210	4 673
Nouvelle-Zélande	95	210	27	374
<i>Groupe III</i>				
Indonésie	186	1 900	53	65
Malaisie	128	105	55	155
Philippines	88	161	45	164
Thaïlande	225	665	163	3 780
<i>Groupe IV</i>				
Chine	291	542	195	321

¹ Augmentation depuis 1966.

12). Par contre, et conformément aux structures de la région, les biens suisses de consommation de haute qualité, qui vont des textiles au chocolat et aux aliments pour nourrissons, viennent bien après, sauf dans le cas du Japon et de l'Australie.

Globalement, les échanges suisses de marchandises avec cette zone se distinguent par les deux faits suivants. Le premier consiste en une *croissance supérieure à la moyenne*. Alors qu'en 1960, ils ne représentaient que 4,6% du commerce extérieur suisse, leur quote-part est montée depuis lors à 8%. Le second est que nos échanges avec la zone du Pacifique se soldent par un *excédent d'exportations*, contrairement à la structure générale de notre commerce où les importations l'emportent largement. Si cet excédent s'est réduit en termes relatifs au cours des deux dernières décennies, il s'agit d'un phénomène naturel. Celui-ci reflète notamment la *forte augmentation des recettes invisibles* de la Suisse, notamment au titre du *tourisme*. De fait, le nombre de visiteurs de notre pays provenant de cette région s'est accru de 460% au cours des vingt dernières années et promet de progresser à une cadence supérieure à la moyenne. A cela s'ajoutent d'importants transferts de revenus de licences et de capitaux découlant de l'augmentation de l'engagement suisse dans cette région.

Tous les Suisses voyageant dans la région sont saisis d'étonnement, quand ce n'est pas d'admiration, en constatant *combien notre pays y est présent*. Cette présence soutient la comparaison avec celle de maintes grandes puissances et rejette dans l'ombre la plupart des pays de dimensions comparables. Elle est peut-être moins spectaculaire que celle d'autres Etats. Mais ici comme ailleurs, nos entreprises ont adopté la devise qui convient à un petit Etat: «Pour vivre heureux, vivons cachés». En tout cas, presque toutes les sociétés suisses d'envergure internationale ont ici leurs propres centres de production, telles Nestlé, Hoffmann-La Roche, Ciba-Geigy, Sandoz ou Alusuisse (cf. tableau 13). En outre, de nombreuses entreprises s'y trouvent représentées par des bureaux de ventes ou d'autres unités, notamment des firmes aussi importantes que Holderbank, Schindler, Sulzer ou Bühler, et bien d'autres encore.

Favorisées par cette forte présence suisse, la Swissair et toutes les *grandes banques* ont développé leurs activités dans la région. Celle-ci a pris une importance considérable pour nos établissements bancaires qui y ont rapidement *accru leurs engagements*. A la fin de 1983, ils possédaient presque 20 milliards de francs d'avoirs dans cette zone qui, de son côté, leur confiait quelque 10 milliards de dépôts. Cela représente environ 7% de l'ensemble de leurs placements à l'étranger, mais 5% seulement des dépôts de l'étranger. Conformément aux caractéristiques de la région, notre pays est, dans le domaine bancaire, exportateur net de capitaux, ce qui témoigne également des efforts que les banques suisses déploient pour appuyer les exportations par le biais financier. A cela s'ajoutent les *volumineux fonds prélevés par voie d'emprunt* sur le marché suisse des capitaux et dont le Japon surtout, mais aussi la Banque Asiatique de Développement, ont profité ces dernières années. Il s'est agi, en 1984, de 12,8 milliards de francs ou 42,0% de l'ensemble des emprunts étrangers lancés en Suisse. C'est ainsi que notre petit pays est aujourd'hui le *principal bailleur de fonds à long terme* du pays du Soleil levant. Les investissements directs de l'industrie, dont il a déjà été question, représentent aussi plusieurs milliards de francs.

Les entreprises suisses — industrie, banques et autres sociétés — ont donc *prouvé leur dynamisme* dans cette zone. Cela vaut aussi pour les possibilités qui s'ouvrent maintenant en *Chine*, où diverses firmes sont déjà établies et où de nombreuses autres soupèsent sérieuse-

Commerce extérieur de la Suisse avec l'Extrême-Orient

	Japon	Australie	Hong-Kong	Singapour	Taiwan	Chine	Autres
<i>Exportations suisses 1984</i>							
Montant en mio. de Fr.s.	2 000	540	930	590	260	290	930
<i>Principaux produits</i>							
Produits chim. et pharm.	33%	30%	20%		63%	57%	20%
Machines	23%	41%					40%
Montres, bijoux	28%		47%	60%		22%	
Instruments de précision							
<i>Importations suisses 1984</i>							
Montant en mio. de Fr.s.	2 630	100	780	240	230	190	540
<i>Principaux produits</i>							
Machines	35%				22%		
Véhicules	31%						
Textiles			56%		33%	49%	26%
Produits agricoles		83%				26%	18%
Matières premières							
Bijoux, pierres précieuses				73%			17%

Présence de firmes suisses en Extrême-Orient

Nombre de participations, sociétés affiliées, représentations

Tableau 13

	Japon	Australie	Hong-Kong	Singapour	Taiwan	Corée du Sud	Nouvelle- Zélande	Indonésie	Malaisie	Philippines	Thaïlande	Chine
Aluisse	2											
ASUAG - SSIH		3										
BBC	1	1	1	3			2		1	1	1	
Bührle	2	2							1			
Ciba-Geigy	6	1	1	1	2	2	1	1	1	1	3	
Danzas			1									
Georges Fischer	4			1		1						
Holderbank		1					1			3		
Kühne & Nagel Int.	2	1	1	1	1		1		1	1	1	
Kuoni	2	2	1			1						
Landis & Gyr		1										
Lonza	1	1										
Nestlé	1	2	1	1	1	1	1	1	2	1	2	
Panalpina	2	2	1	1	1	1	1					
Roche	6	2	3	1	1	1	2	1	1	1	1	
Sandoz	4	3	1	1	1	2	1		1	2	1	
Schindler	1	2	3	1	1				1	1	1	1
Siber & Hegner	5		1	1	1				1			
Sulzer	2	1	1	1				1				
UTC International	1		2									
Volkart	1											
Von Roll	1											
Grandes banques (CS, SBS, UBS)	9	4	4	6	4							1

Source: Rapports annuels 1984.

ment leurs chances. Dans l'ensemble, notre pays devrait donc être *dans une bonne position de départ pour participer à l'avenir économique de la région*. Toutefois, il faut être conscient du fait qu'il s'agit d'un *marché difficile, immense, et très diversifié*, de sorte que le marketing doit se faire avec beaucoup de nuances. De plus — et comme bien d'autres — il est âprement disputé.

PERSPECTIVES ET PROBLÈMES

Cela étant, notre pays a l'avantage que les nombreuses firmes qui travaillent dans la région, notamment les entreprises commerciales, disposent en abondance du savoir-faire nécessaire; c'est là-dessus que d'autres maisons suisses peuvent s'appuyer. Si l'on se demande ce que l'on pourrait *faire de plus*, disons d'emblée que beaucoup a déjà été dit à ce sujet. Il ne faut pas penser à l'Etat; il faut penser à l'entrepreneur et tout d'abord, sans parler du problème du *recrutement du personnel* nécessaire, à une *formation approfondie* dans le domaine des langues et du marketing, qui permette une meilleure approche des marchés *en fonction des mentalités*. En outre, des firmes de taille moyenne, dont la gamme de produits n'est souvent pas assez connue dans la région, pourraient tirer profit d'expositions industrielles. Toutefois, il faut mentionner que le financement de ces expositions se heurte à des difficultés, car chaque firme a tendance à dire poliment: «Après vous, Messieurs», en regardant du côté des banques et de la grande industrie, qui n'ont vraiment pas besoin de telles manifestations. Dans le secteur des biens d'équipement, notamment lorsque l'on traite avec les pays les plus faibles de la région, il serait évidemment précieux d'avoir *davantage de possibilités de financement à moyen terme des exportations*. Ici, on le sait, ce ne sont pas les banques qui freinent, mais les règles restrictives qui régissent aujourd'hui la «garantie fédérale contre les risques à l'exportation», laquelle est tout simplement indispensable à de tels financements. En revanche, les grandes banques suisses sont très actives dans le *déroulement du trafic des paiements* et des *financements commerciaux à court terme*, en particulier des crédits documentaires; dans ces domaines, elles ont souvent une expérience qui manque à bien des concurrents. Par là aussi, elles rendent des services au commerce extérieur suisse.

Mais quoi que nous fassions pour promouvoir nos échanges avec la zone du Pacifique, un fait demeure, à savoir que les *relations économiques s'intensifieront probablement davantage au sein même de la zone qu'avec d'autres régions*. C'est pourquoi ce serait, en général, surtout les firmes qui peuvent s'appuyer sur leurs unités de productions locales, ou sur les arrangements tels que les «joint ventures» et accords de licences ou de management, qui bénéficieraient vraisemblablement le plus de l'essor de la région du Pacifique. Par contre, les exportations suisses à destination de cette dernière, bien que continuant à augmenter plus rapidement que nos livraisons globales à l'étranger, progresseront probablement à un rythme plutôt plus lent que les taux de croissance du Pacifique. Par conséquent, l'actuel excédent des exportations devrait se *transformer progressivement en un excédent d'importations*. Ces perspectives sont souvent interprétées comme le résultat du dumping social asiatique et prises comme prétexte pour réclamer des mesures de protection. Toutefois, à l'exception de quelques cas isolés et temporaires, rien ne serait plus dangereux que de telles interventions.

Comme on le sait depuis le grand économiste anglais Adam Smith, c'est-à-dire depuis deux cents ans en tout cas, *ce ne sont pas les exportations mais les importations qui accroissent la richesse des nations*. La spirale de l'élévation du bien-être demeure en mouvement tant qu'un pays est en mesure, comme la Suisse, de procurer à sa population suffisamment d'emplois ou davantage de loisirs. Cet objectif ne peut être atteint que par une politique qui ne mette pas l'économie sous cloche, mais préserve sa souplesse en lui *permettant de s'épanouir dans un cadre libéral*. Si l'on s'en souvient à l'avenir, le dynamisme de la zone du Pacifique contribuera à la prospérité de la Suisse, comme l'a fait autrefois celui de l'Amérique ou de l'Angleterre. Le succès matériel de notre petit pays est un produit de la libre concurrence et il ne le préservera que s'il parvient à rester compétitif face aux grands de cette terre.